

LUTTE ANTITERRORISTE

Les derniers râles de la katibat El Ansar

L'opération de ce lundi menée par l'armée dans la ville de Dellys contre le résiduel de la sinistre katibat El Ansar, est-elle le coup de grâce donné à une phalange dont les émirs se lançaient, il y a quelques années, dans la surenchère macabre pour qui fera plus de victimes ? En ces temps où la peur a changé de camp, l'optimisme est permis. Les services de sécurité ont identifié les 4 terroristes qui ont été neutralisés lundi matin dans la ville de Dellys à l'extrême est de la wilaya de Boumerdès.

Pour rappel, à l'issue d'une «opération de qualité», selon la qualification de l'ANP, deux terroristes ont été abattus tandis que deux autres ont été capturés vivants. Cette opération a été menée lundi vers 9 heures du matin au quartier Sidi El Medjni, à l'entrée ouest de la ville de Dellys.

Dans le communiqué rendu public ce mardi par le ministère de la Défense nationale (MDN) concernant l'identité des 4 terroristes éliminés, on pouvait lire : «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de qualité menée par les forces de l'Armée natio-

nale populaire dans la ville de Dellys, wilaya de Boumerdès (1^{re} Région militaire), ayant permis, le 6 mars 2017, de mettre hors d'état de nuire 4 terroristes dont 2 abattus et 2 capturés, et de récupérer 4 armes à feu et une quantité de munitions, il a été procédé à l'identification de ces criminels. Il s'agit de L. Sid Ali alias Youcef Abou Abdessamed ayant rallié les groupes terroristes en 2001, K. Karim alias Kaâkaâ ayant rejoint les groupes terroristes en 2008, R. Abdeslam alias Abdelkader ayant rejoint les groupes terroristes en 2011 et T. Mustapha.»

Le communiqué ne précise pas lequel des 4 terroristes exerçait la responsabilité sur le groupe (ou seriate).

Selon nos sources, 2 éléments sont originaires de Dellys, l'un est de Legata et le quatrième est de Aïn El Hamra au nord de la ville de Bordj-Menaiel. Il est incontestable qu'ils ont fait partie de ce qui restait de la katibat El Ansar.

Par ailleurs, ils ne pouvaient ne pas avoir des relations avec les éléments qui rodent dans la forêt de Mizrana ou la région d'Azeffoun au nord de la wilaya de Tizi-Ouzou, où un groupe de 9 terroristes a été décimé, il y a quelques jours, par l'ANP. Une source sécuritaire a conforté cette hypothèse.

Le communiqué du MDN, cité plus haut, se termine par une note d'optimisme en matière de lutte anti-terroriste au nord-est de la wilaya de Boumerdès en particulier et dans toute la wilaya de Boumerdès en général.

Les rédacteurs de ce communiqué écrivent : «Cette opération de qualité vient consolider davantage la dynamique des résultats décisifs réalisés par

nos forces et dénote leur ferme volonté à venir à bout des résidus du terrorisme dans notre pays.»

L'observateur qui suit les derniers soubresauts de la bête blessée qu'est la sinistre katibat El Ansar, véritable armée qui a, durant deux décennies, écumé toute la région Est de la wilaya de Boumerdès, ne peut que partager cet optimisme. Les 4 terroristes neutralisés ce lundi, sont, fort probablement, les derniers éléments de l'effectif de cette katibat.

Cette phalange a été créée au milieu des années 1990 par Abdelhamid Sadaoui, alias Abou Haythem. Il était le second de Hassan Hattab et l'homme fort du GSPC. Avec la katibat El Arkam, qui activait dans le centre de la wilaya de Boumerdès et qui, à un moment donné, était commandée par Abdelmalek Gouri, lequel créera Djund El Khilafa, avant de prêter allégeance à l'émir de Daesh, la katibat El Ansar constituait l'ossature de la zone 2 (Centre du pays) du GSPC.

Son sinistre bilan est lourd, très lourd et ses victimes parmi les civils, les

agents de l'Etat, les Patriotes ou les agents des services de sécurité se comptent par centaines. Le 8 septembre 2007, elle a mené un attentat kamikaze contre l'unité des gardes-côtes du port de Dellys. Le bilan officiel faisait état de 30 morts dont 3 civils et 62 blessés, mais en réalité il y a eu 43 tués, dont des civils et plus d'une centaine de blessés. L'attentat était d'une telle importance pour le terrorisme international qu'il avait été revendiqué par Oussama Ben Laden, le chef d'Al Qaïda. Ce lundi 6 mars 2017 est une journée à marquer d'une pierre blanche pour la ville de Dellys, la région de Boumerdès et même ailleurs.

En effet, les militaires qui ont tiré sur les 4 terroristes ont sans doute donné le coup de grâce aux éléments d'une secte de tueurs et que ces noms de GSPC, Aqmi, seriate, katibat, El Qaïda ne sont, pour les populations de Dellys, Baghliia, Sidi-Daoud, ou ailleurs que des appellations à jeter dans la poubelle de l'histoire du pays.

Abachi L.

BOUIRA

Panique et indignation après la découverte de tags pro-Daesh dans un lycée

C'est une véritable panique mais également de l'indignation qui s'est emparée de la direction et du personnel pédagogique et des élèves du lycée Mohamed-Seddik-Benyahia, situé dans la ville de Bouira, ce lundi, après la découverte de tags pro-Daesh dans certaines classes de seconde.

Ces tags retrouvés par les élèves et leurs enseignants dès la matinée, dans certaines classes ont fait accourir les responsables de ce lycée qui ont vite évacué les élèves de ces classes avant de procéder à leur effacement à l'aide de la peinture.

Entretiens, les services de sécurité qui ont été informés par les responsables du lycée via la Direction de l'éducation se sont déplacés

sur les lieux accompagnés de la police scientifique qui a relevé les empreintes digitales, et procédé à l'interrogatoire de certains élèves concernant cette affaire jugée très grave.

Une enquête approfondie est ouverte pour déterminer le ou les auteurs de ces tags, ainsi que leur relation avec les organisations terroristes surtout Daesh qui a fait l'objet d'apologie.

Pour rappel, en janvier 2015, en pleine Coupe d'Afrique, des lycéens de la ville de Bouira, cagoulés, se sont introduits dans un CEM de force, en saccageant tout sur leur passage et en se proclamant, pour faire peur aux élèves, aux enseignants et aux travailleurs de ce collège, de l'organisation terroriste Daesh. «Nous sommes Daesh», n'ont cessé de répéter à maintes reprises ces énergumènes, tel que rapporté à l'époque par la presse. C'est dire que la sonnette d'alarme sur certaines dérives de notre école aurait dû être tirée depuis longtemps déjà.

H. M.

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD D'ASSOCIATION P3A

Lancement d'un jumelage au profit de la Protection civile

La Direction générale de la Protection civile vient de bénéficier d'un projet de jumelage lancé hier, entre l'Algérie et un consortium France-Espagne.

Intitulé «Appui au renforcement des capacités des services de la Protection civile algérienne», le projet s'inscrit dans le cadre du programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (P3A).

Selon le communiqué de la Protection civile, ce nouveau projet, financé par l'Union européenne (UE) à hauteur de 1 500 000 euros et géré par le ministère du

Commerce à travers l'Unité de gestion du programme P3A, contribue au processus de renforcement et de modernisation de la Protection civile, service essentiel engagé par le ministère de l'Intérieur.

D'une durée de 24 mois, le projet devra permettre de favoriser d'une part, explique-t-on, «la réalisation d'un objectif spécifique portant sur le renforcement des capacités de la Protection civile dans sa mission de sauvegarde

des personnes, des biens et de l'environnement et d'autre part, la réalisation d'un projet général portant sur le renforcement de la sécurité des populations par l'amélioration qualitative des prestations de la Protection civile».

Sa mise en œuvre permettra ainsi, d'améliorer la prévention des risques et de développer la culture du retour d'expérience dans le cycle de gestion des crises, de renforcer les capacités opérationnelles des équipes de la Protection civile,

Il est également question d'améliorer la compétence et la

cohésion des équipes de la Protection civile à travers une formation adaptée, et de renforcer les compétences logistiques dans tous les domaines.

Ce jumelage prévoit également des audits guidés et des cycles de formation de haut niveau, au profit des cadres supérieurs ainsi que cinq visites d'études en France et en Espagne, assure encore la même source.

L'acquisition du savoir-faire technique spécifique et la poursuite d'une démarche de maintien des acquis figurent parmi les priorités de ce projet de jumelage.

Synthèse R. N.

LE SYNDICAT ACCUSE, LE DG ÉVOQUE L'INGÉRENCE

Remous chez Cnan-Nord

L'assemblée générale extraordinaire des travailleurs de la SPA Cnan-Nord, qui s'est tenue hier au siège de l'entreprise, a été sanctionnée par une déclaration à travers laquelle il a été demandé un «changement urgent à la tête de l'entreprise». Le syndicat d'entreprise s'est interrogé sur les «dessous du choix du nouveau directeur général».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Hier, les travailleurs présents à cette réunion ont revendiqué le «départ» de M. Bouzidi, arguant que ce dernier «a d'ores et déjà montré ses griffes, préférant des menaces en déclarant que je suis désigné par les hautes autorités et que je faisais ce qui me plaisait». Les syndicalistes déclarent que «les travailleurs subissent des pressions au quotidien et sont victimes de propos dévalorisants et de langage désobligeant de la part du directeur général qui n'a pas hésité à remettre en cause les acquis des travailleurs».

Et, pourtant, ajoute la même source, au lendemain de son installation à la tête de l'entreprise, les représentants des travailleurs ont

«affiché leur volonté de coopérer avec le directeur général pour relever le défi qu'impose la compétitivité». «Or, il s'avère que le nouveau patron de l'entreprise a complètement changé de cap, optant pour une démarche de confrontation avec les représentants des travailleurs», a-t-on indiqué.

Dans le document en notre possession, le syndicat d'entreprise parle de «manœuvres d'intimidation», de «pratiques sectaires» et «d'absence de feuille de route qui permettra d'impulser un nouvel élan pour atteindre les objectifs stratégiques souhaités en matière de transport maritime».

«Faux !», s'est exclamé le directeur général

de l'entreprise Cnan-Nord, M. Bouzidi. «Ce qui a été dit par le syndicat est totalement faux. Je n'ai entrepris aucune démarche. Si c'était le cas pourquoi ont-ils peur que je m'adresse aux travailleurs et s'affronter les yeux dans les yeux ? » s'est-il encore interrogé.

Le directeur général de l'entreprise «n'accepte pas», dit-il, la cogestion (syndicat-direction générale), quitte à laisser ma place». «Chacune des parties doit agir conformément à la loi et à la réglementation. Le rôle du syndicat est défini et l'action de la direction générale est aussi explicitée. Le syndicat doit se limiter à ses attributions et moi en tant que manager je suis également régi par des textes et loi. Je n'ai touché à personne, par contre, j'ai trouvé une cogestion entre l'ancienne direction et le syndicat qui soulève des interrogations. Encore une fois, il s'agit de pratiques que je n'accepterai pas. C'est de l'ingérence. Si demain, il y a problème, c'est moi qui ferai face à la justice», a indiqué M. Bouzidi.

A. B.

IL VISE AU MINIMUM LA TROISIÈME POSITION À L'ISSUE DU SCRUTIN DU 4 MAI

Benyounès prédit le «début du déclin des partis classiques»

Réitérant son objectif de conserver au minimum le rang, 3^e, obtenu par son parti à l'issue des élections locales du 29 novembre 2012, le président du MPA prédit à l'issue des élections législatives du 4 mai prochain un «changement radical de la carte politique nationale» avec, selon lui, le «début du déclin» de ce qu'il appelle «les partis classiques».

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Amara Benyounès qui faisait, hier mardi, une conférence de presse sur l'étendue de la participation de son parti aux prochaines élections législatives, est plus que serein quant aux capacités du MPA de jouer dans la cour des grands à l'issue du scrutin législatif du 4 mai prochain. «Nous courons l'objectif de sauvegarder au minimum notre position obtenue à l'issue des élections locales de 2012», affirme-t-il, non sans prédire le «début du déclin des partis classiques».

A l'appui de sa prédiction, prenant le minutieux soin de ne citer aucun de ces partis appelés, selon lui, à s'effacer de la scène politique nationale, vu l'étendue de leur participation au rendez-vous du début mai prochain. «Après près de 30 ans d'existence certains partis n'ont pu couvrir que le tiers des circonscriptions électorales», dit-il, estimant que de ce fait, ces partis partent avec moins de chances de briguer plus de sièges parlementaires que certains nouveaux partis comme le sien qui a réussi, au bout de seulement cinq ans d'existence, à présenter 52 listes électorales, le parti ne sera absent qu'au niveau des wilayas de Laghouat et El Oued alors que le tribunal administratif de Souk-Ahras statuera. Ceci avant de «se ressaisir», répondant à une question d'une consœur, si ce déclin visait son ancien parti, le RCD qui ne participe qu'au niveau de 15 circonscriptions électorales. «Des partis ayant présenté moins de listes peuvent décrocher plus de sièges au Parlement que des partis ayant présenté des listes dans toutes les circonscriptions électorales», précise Benyounès pour qui, une chose est plus que certaine : les élections législatives du 4 mai prochain accoucheront d'un «chamboulement profond dans la cartographie politique nationale».

Le président du MPA qui soutient que son parti mènera la campagne électorale sous le générique pour une démocratie apaisée basée sur un programme portant un nombre de propositions brassant tous les aspects, considère, par ailleurs, que l'abstention qui hante les esprits relève de la «responsabilité de tout le monde, partis et gouvernement». Selon lui, plus il y aura une participation massive des électeurs, ce pour quoi, explique-t-il, tout le monde doit travailler, plus les élections législatives prochaines déboucheront sur une Assemblée populaire nationale plus crédible, une future assemblée qui, à son tour, accouchera d'un «gouvernement plus fort et plus crédible à même de mener des réformes à la fois difficiles et douloureuses mais impératives».

A propos des alliances tissées au sein de la mouvance verte, Benyounès considère que les partis islamistes ont pris acte du déclin de leurs assises populaires, nourrissant l'espoir que ses pairs de la mouvance dont ils se réclament, celle des démocrates républicains, «prennent conscience» à leur tour de la même nécessité, celle de se retrouver autour du «même projet de société, moderne et républicain».

M. K.